

LES COLPORTEURS DE FAILLITES ...

Beaucoup d'observateurs économiques, statisticiens ou politiques déclarent, diffusent et pronostiquent des informations pessimistes et trompeuses dans leurs prévisions de défaillances des entreprises.

- En juillet 2020, Euler Hermes estimait que les faillites d'entreprise devraient croître de +25% en France entre 2019 et 2021. La majeure partie d'entre elles devrait survenir entre fin 2020 et le premier semestre 2021.
- 22 000 faillites devraient se matérialiser d'ici 2022 ! d'après la COFACE, ce n'est plus qu'une question de temps...
- Les défaillances devraient dépasser la barre des 60 000 en 2021 et 127 000 entreprises pourraient se retrouver en faillite d'ici 2022 d'après les estimations d'EULER-HERMES...
- L'INSEE estime une progression de près de 58 000 emplois pour le premier Trimestre 2021, alors qu'elle en prévoyait 77 000 de moins, en décembre 2020 !
- Le président de la CPME estime que « la sinistralité peut osciller entre 65 000 et 100 000 défaillances, dès lors que les mesures de soutien seront débranchées ». (Déclaration sur BFM Business)
- Certains décalent et reportent à plusieurs reprises leurs pronostics de faillites depuis le 3^{ème} Trimestre 2020... Ne voyant rien venir.

Il faut rester raisonnable dans ses déclarations, et ne pas diffuser à tort et à travers des informations pessimistes et trompeuses.

« N'exagérons pas les alarmes, même si la prudence s'impose ! »

(Directeur de la Banque de France)

A ce jour : 50 000 défaillances en 2019

32 000 en 2020 (-40%)

28 500 défaillances cumulées sur 12 mois à fin Avril 2021 (-35.3%)

Effectivement, au titre de 2020, 20 000 faillites manquent à l'appel par rapport à 2019...

Recul des défaillances dans d'autres pays entre 2019 et 2020 :

- Italie : - 32%
- Allemagne : - 15%
- Espagne : - 7%
- Portugal : + 16%
- Moyenne communauté européenne : - 21%

Le « rush » annoncé n'est toujours pas là.

Faut-il rappeler qu'à ce jour 675 000 PGE ont été accordés représentant 138 Milliards d'euros de Trésorerie injectés dans les entreprises.

Difficile de parler de difficultés lorsqu'on entend de ci de là, que la Trésorerie des entreprises est au plus haut...

« La vague de faillites que beaucoup d'observateurs nous annonçaient n'aura sans doute pas lieu, parce que les Trésoreries ne se sont pas détériorées et que les mécanismes d'aides et de délais ont joué à plein.

Le quoi qu'il en coûte de BERCY a fait son job. »
(Jean-Marc SYLVESTRE journaliste économique)

La courbe des défaillances remontera pertinemment mais pas d'un seul coup. Les PGE commenceront à être remboursés, pour la plupart en Mai 2022, mais étalés, et pour beaucoup sur 4 ans ou 5 ans.

Un retour à un rythme normal des défaillances sera naturellement à prévoir.

Il est clair que le faible nombre de défaillances, a pour origine, la batterie impressionnante de mesures de soutiens aux entreprises en difficulté :

- Chômage partiel
- Fonds de solidarité, aide au stock, aide au coût fixe
- Exonération et reports de charges sociales et fiscales
- Moratoires accordés par les banques
- Reports de loyers
- PGE et prêts et avances directs de l'Etat, prêts rebonds
- Mesures particulières pour les secteurs en sous-activité prolongée etc...

Il y a fort à parier que le gouvernement, après toutes ces mesures déployées, n'abandonnera pas les entreprises encore en difficulté après la période COVID-19, en permettant leur atterrissage en douceur.

Mais dans tous les cas, un tri s'avèrera nécessaire pour sélectionner les entreprises viables de celles qui ne le sont plus...

Le Ministre des Finances a encore récemment annoncé un délai possible de 3 ans, accordé aux entreprises qui auront des difficultés à régler leur retard de cotisations sociales.

Les entreprises structurellement fragiles avant le COVID-19, le resteront probablement après, et ce, malgré les aides gouvernementales.

Bien que grâce aux prêts de Trésorerie garantis par l'Etat (P4E), certaines entreprises ont pu refinancer (ou simplement financer...) leur Besoin en Fonds de Roulement, par des capitaux permanents (prêts sur 6 ans).

Financement de restructuration, très bénéfique à leur Bilan, qu'ils n'auraient pu obtenir en temps normal. Une aubaine pour certaines...

La BCE recommande aux Etats européens d'être vigilant dans le retour à la normale de l'Economie et le retrait des mesures de soutien.

La commission européenne pourrait participer à ce soutien, en retirant le verrou de la durée de remboursement sur 6 ans des PGE et en permettant de prolonger la durée de ces prêts avec garantie de l'Etat sur 8, 10 ans et pourquoi pas 12 ans dans certains cas bien particuliers, ce qui pourrait éviter la prise en charge par l'Etat, sous forme de subventions, de ces défaillants.

Un peu d'optimisme :

- Le dernier baromètre Bpifrance Le Lab et Rexecode, réalisé entre les 19 et 28 avril auprès de 1 988 TPE et PME, est au beau fixe malgré le troisième confinement.
Alors que l'avis des dirigeants sur leur niveau de trésorerie était déjà bon en février, la tendance plafonne à un seuil élevé. Ils ne sont plus que 27% à anticiper une détérioration de leur trésorerie, contre 82% il y a un an au plus fort de la crise.

Leur optimisme se répercute sur l'investissement, avec 57% des chefs d'entreprise interrogés qui comptent investir en 2021.

(Extrait du FIGARO – 10/05/21)

- La vague des plans sociaux qui était annoncée, n'aura peut-être pas lieu, au vu des fortes demandes d'embauche.
- D'après le sondage IFOP-LES ECHOS, deux tiers des chefs d'entreprise se disent optimistes sur l'après crise.
80% des salariés se disent satisfaits de leur situation professionnelle et 60% des sondés affirment que la crise COVID, a renforcé leur attachement à leur entreprise.
- Pour le Directeur de la Banque de France, la perte d'activité d'Avril 2021 (due au 3^{ème} confinement) demeure compatible avec la prévision de croissance sur l'ensemble de l'année à +5%.
- La Bourse qui anticipe toujours monte et les bonnes nouvelles sont déjà dans les cours.
- Un rappel :
A partir de l'Echantillon d'une grande Banque régionale, concernant le remboursement des PGE :
 - 5% des entreprises rembourseront comptant
 - 76% sur 5 ou 6 ans (différé compris)
 - 10% sur 2 ou 3 ans
 - 8% auront des difficultés à rembourser

Ce sont une partie de ces 8% d'entreprises qu'il faudra assister, mais globalement la volonté de rembourser est bien dans l'esprit des entreprises.

Déclaration de Mr Olivier DUSSOPT, notre ministre chargé des comptes publics :
« On constate que les besoins identifiés en 2021, sont plus faibles qu'anticipés, du fait de la meilleure performance de notre tissu économique...

Les niveaux d'endettement des entreprises pourraient nécessiter à terme une intervention de l'Etat. »

D'après la commission européenne, la France aurait un taux de croissance le plus élevé d'Europe en 2021 : +5.7%.

« La reprise n'est plus un mirage : elle est en cours. Nous devons éviter les erreurs qui pourraient la compromettre, à savoir un retrait prématuré du soutien. »

(Déclaration de Mr Paolo GENTILONI, commissaire européen à l'Economie)

Bruxelles ne souhaite pas renouveler les erreurs de l'après crise financière de 2008, en resserrant trop vite l'étau budgétaire (LES ECHOS du 15 Mai 2021).

D'après les experts de BERCY, l'Etat estime le coût du COVID-19 pour les 3 années 2020-2021 et 2022 à 420 milliards d'euros.

Ne soyons pas trop surpris de la montée de la dette publique...

A noter toutefois, que la Banque centrale (BCE) et la Banque de France ont acheté 73% du total de la dette publique émise par la France en 2020 soit 186.5 milliards d'euros financés par la planche à billets sur un total de dettes publiques de 255 milliards d'euro.

Un bel exemple citoyen ; Une usine de jeans ouvre à LILLE, avec un objectif de plus de 400 000 jeans par an...

Vous avez compris : Restons optimistes !